

<p>Règlement de la Consultation (R.C)</p>	<p><b>MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX</b></p> <p><b>Appel d'offres ouvert</b></p> <p><b>Consultation GH10_2025_048</b></p> <p><b>Travaux de mise à niveau du câblage informatique et des locaux techniques du GHU AP-HP Université. Paris-Saclay</b></p>
---	---

<b><u>Date limite de visite obligatoire :</u></b>	02/09/2025
<b><u>Date limite pour toute question :</u></b>	04/09/2025
<b><u>Date limite de réponse aux questions :</u></b>	08/09/2025
<b><u>Date limite de remise des offres :</u></b>	15/09/2025 à 12h00

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>CONTENU DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
1.1	- Maître d'ouvrage .....	3
1.2	- Comptable public assignataire des paiements .....	3
1.3	- Maîtrise d'œuvre.....	3
1.4	- Objet du marché.....	3
1.5	- Procédure de passation.....	3
1.6	- Forme du marché .....	3
1.7	- Durée du marché - Délais d'exécution .....	4
1.8	- Lieux d'exécution et visite du site .....	4
1.9	- Visite des candidats .....	4
1.10	- Marché(s) de prestations similaires.....	5
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>PIECES CONSTITUANT LE DOSSIER DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1	- Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) .....	5
2.2	- Modification du dossier de consultation .....	5
2.3	- Groupement des candidats.....	5
2.4	- Délai de validité des offres .....	6
2.5	- Mode de règlement.....	6
2.6	- Conditions particulières d'exécution .....	6
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
3.1	- Nécessité d'une traduction .....	6
3.2	- Candidature.....	7
3.3	- Présentation de l'offre .....	8
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
5.1	- Jugement des candidatures .....	11
5.2	- Critères de jugement des offres .....	11
5.3	- Régularisation des offres .....	12
5.5	- Offres anormalement basses .....	12
5.6	- Suite à donner à la consultation.....	13
5.7	- Pièces complémentaires à fournir par l'attributaire pressenti .....	13
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>13</b>
6.1	- Demande de renseignements.....	13
6.2	- Voies et délais de recours.....	13

## **ARTICLE 1. CONTENU DU MARCHÉ**

### **1.1 - Maître d'ouvrage**

GHU AP-HP Université. Paris-Saclay  
78 rue Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre  
Courriel : [servicemarches.gh10.bct@aphp.fr](mailto:servicemarches.gh10.bct@aphp.fr)

### **1.2 - Comptable public assignataire des paiements**

M le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP.

### **1.3 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services techniques du GHU Paris-Saclay.

Dans le cadre du chantier, d'autres intervenants seront présents et auront les missions suivantes :

- Contrôleur technique
- CSPS

### **1.4 - Objet du marché**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux de mise à niveau du câblage informatique et des locaux techniques du GHU AP-HP Université. Paris-Saclay.

L'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (APHP) engage une démarche afin de moderniser les infrastructures informatiques sur les différents sites du Groupement Hospitalier des Hôpitaux Universitaires de Paris Saclay.

Compte tenu de l'ampleur des travaux, le Groupement Hospitalier des Hôpitaux Universitaires de Paris Saclay a décidé de concentrer les efforts sur la mise à niveaux des locaux techniques ainsi que le remplacement des anciens câbles informatiques (catégorie 3 à 5) tout en assurant un phasage sur plusieurs exercices budgétaires.

La description technique détaillée des prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots, et dans les annexes financières (DPGF et BPU) propres à chacun des lots.

### **1.5 - Procédure de passation**

La procédure mise en œuvre est une procédure formalisée, soit un appel d'offres ouvert, conformément aux procédures internes à l'AP-HP, passée en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Conformément aux procédures internes de l'AP-HP, les marchés publics de travaux dont l'estimation financière est supérieure à 2 millions d'euros HT sont passés selon une procédure formalisée.

### **1.6 - Forme du marché**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, alloti selon les 2 lots suivants :

<b>Numéro de lot</b>	<b>Intitulé du lot</b>
Lot 1	Sites des hôpitaux du secteur sud : Bicêtre, Paul Brousse et Antoine Bécclère
Lot 2	Sites des hôpitaux du secteur ouest : Ambroise Paré et Raymond Poincaré

Le présent marché de travaux ne comporte ni variante, ni prestations supplémentaires, ni tranche optionnelle.

### **1.7 - Durée du marché - Délais d'exécution**

#### **1.7.1 - Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification au titulaire.

Il pourra être renouvelé trois fois par reconduction tacite, par période d'un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

En cas de non reconduction, le GHU APHP Université Paris Saclay transmettra sa décision au titulaire du marché par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 3 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

#### **1.7.2 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont précisés à l'article A.9 des actes d'engagement (AE) de chacun des lots.

### **1.8 - Lieux d'exécution et visite du site**

Les travaux seront effectués au sein des sites des hôpitaux suivants :

#### **Pour le lot n°1 :**

- ✓ Hôpital Bicêtre au Kremlin Bicêtre (94) - BCT
- ✓ Hôpital Paul Brousse à Villejuif (94) - PBR
- ✓ Hôpital Antoine Bécclère à Clamart (92) - ABC

#### **Pour le lot n°2 :**

- ✓ Hôpital Ambroise Paré à Boulogne Billancourt (92) - APR
- ✓ Hôpital Raymond Poincaré à Garches (92) - RPC

### **1.9 - Visite des candidats**

La validité de l'offre est expressément conditionnée à la réalisation effective d'une **visite obligatoire** des lieux.

Cette visite doit avoir lieu impérativement avant la date limite fixée en page de garde.

À cette fin, un certificat de visite de site, attestant la réalisation de ladite visite, devra être dûment rempli et joint à l'offre du candidat.

Pour effectuer les visites, nous vous remercions de bien vouloir prendre rendez-vous, par téléphone entre 9h00 et 16h30, ou par mail auprès de :

**Pour le lot n°1 :**

PRENOM ET NOM	COORDONNEES
Jean-Michel ETIEMBRE (ABC) Jonathan VOYEUX (ABC)	<a href="mailto:jean-michel.etiembre@aphp.fr">jean-michel.etiembre@aphp.fr</a> / 01 45 37 41 07 <a href="mailto:jonathan.voyeux@aphp.fr">jonathan.voyeux@aphp.fr</a> / 01 45 37 45 21
Mohamed ANKIZ (BCT/PBR) Olivier BESSON (BCT/PBR)	<a href="mailto:mohamed.ankiz@aphp.fr">mohamed.ankiz@aphp.fr</a> / 01 45 21 24 97 <a href="mailto:olivier.besson@aphp.fr">olivier.besson@aphp.fr</a> / 01 45 59 67 96

**Pour le lot n°2 :**

PRENOM ET NOM	COORDONNEES
Philippe ROCHEFORT (APR) Sébastien ALLEMAND (APR)	<a href="mailto:philippe.rochefort@aphp.fr">philippe.rochefort@aphp.fr</a> / 01 49 09 57 54 / 06 34 16 16 71 <a href="mailto:sebastien.allemand@aphp.fr">sebastien.allemand@aphp.fr</a> / 01 71 16 77 77
Anthony MICELI (RPC) Jérôme WIKARYAK (RPC)	<a href="mailto:anthony.miceli@aphp.fr">anthony.miceli@aphp.fr</a> / 01 47 10 76 07 / 06 46 92 19 47 <a href="mailto:jerome.wikaryak@aphp.fr">jerome.wikaryak@aphp.fr</a> / 01 47 10 76 08

**1.10- Marché(s) de prestations similaires**

Les prestations objet de la présente consultation pourront donner lieu à un (ou plusieurs) nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions stipulées à l'article 2.8 du CCAP.

**ARTICLE 2. PIECES CONSTITUANT LE DOSSIER DE LA CONSULTATION**

**2.1 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E)**

Conformément à la liste, en pièce ci- jointe, le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé par les documents mentionnés ci-dessous :

1. Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
2. L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dont les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot et le Bordereau des prix unitaires (BPU) commun aux deux lots ;
3. Le détail estimatif quantitatif (DQE) pour l'analyse de la partie unitaire à bons de commande.
4. Le Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
5. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots ;

**2.2 - Modification du dossier de consultation**

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux DCE, dans le cadre de l'offre proposée. Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

**2.3 - Groupement des candidats**

Le marché sera attribué soit à une entreprise unique soit à un groupement d'entreprises. Les soumissionnaires sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, il est expressément demandé que le mandataire conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de mandataires de plusieurs groupements.

Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces demandées à l'appui de la candidature conformément à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Si le candidat retenu s'est présenté sous la forme d'un groupement conjoint, l'acte d'engagement indique la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter, sous réserve du respect de la disposition prévue à l'article R2142-24 du code de la commande publique. En effet, lors de la notification, le groupement devra être solidaire pour chacun des lots.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'entreprises devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros TTC (formulaire DC4).

#### **2.4 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

#### **2.5 - Mode de règlement**

Conformément à l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### **2.6 - Conditions particulières d'exécution**

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L. 2112-2, L. 2112-3, L. 2112-4 ainsi que L. 2312-1 et L. 2312 du Code de la commande publique. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2313-6, L. 2113-12, L. 2113-13, L. 2113-14 ainsi que L. 2113-15 et L. 2113-16 du Code susvisé.

### **ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES ET DES OFFRES**

#### **3.1 - Nécessité d'une traduction**

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

### **3.2 - Candidature**

En application de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature

- Soit un DUME
- Soit il présente sa candidature en utilisant les DC1 et DC2 ou équivalent, dûment complété.

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La présentation de sa candidature est complétée par les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP. Il est précisé qu'en cas de doutes sérieux sur la situation juridique du candidat, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au candidat de produire la preuve qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion pendant la phase d'analyse des candidatures.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique,
- Une liste des principaux travaux fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Les prestations de travaux sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de travaux de même nature que celle du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle Qualibat ou Qualifelec ou équivalent.
- Certificat d'assurance qualité ;
- L'attestation de régularité fiscale
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité couvrant son activité

professionnelle,

- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés,

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il devra produire les mêmes documents concernant cet opérateur que ceux exigés pour lui-même dans le cadre de cette concertation. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques pourra mettre à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public.

### **3.3 - Présentation de l'offre**

Chaque candidat formule son offre en produisant :

1°) L'acte d'engagement (AE) : à compléter dans son intégralité avec les annexes ci-après :

- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) : à compléter dans son intégralité. La DPGF doit être fournie sur la base du cadre transmis, et communiqué en version XLS.
- ✓ Le bordereau des prix unitaires (BPU). Ces documents doivent être complétés et fournis sur la base du cadre transmis, et communiqué en version XLS.

2°) Le détail quantitatif estimatif (DQE). Ce document doit être complété et fourni sur la base du cadre transmis, et communiqué en version XLS.

3°) Le mémoire technique (MT) justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Le candidat veillera à développer dans ce document les points suivants :

- Les moyens matériels et humains dédiés au marché en présentant notamment, pour les moyens humains, les CV (ou équivalent) les certificats nominatifs de formation des intervenants vis-à-vis du système de câblage,
- La méthodologie et l'organisation d'intervention mise en œuvre notamment en milieu hospitalier,
- Les produits mis en œuvre, notamment en présentant :
  - ✓ Le certificat constructeur de l'entreprise et la garantie vis-à-vis du système de câblage proposé dans son offre,
  - ✓ Les fiches techniques de tous les produits.
- Les mesures environnementales prévues pour l'exécution des prestations (nuisance sonore, recyclage, évacuation des déchets, limitation des emballages, tri...).

4°) La fiche de visite des sites. Ce document doit être complété et fourni sur la base du cadre transmis.



- Tout document ou information permettant la bonne compréhension des variantes et/ou des prestations supplémentaires éventuelles.

En cas de groupement, il est demandé aux candidats de ne produire qu'un seul mémoire pour tout le groupement.

NB : Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux documents composant le DCE.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'une offre en réponse à cette consultation entraîne son engagement et emporte acceptation de l'ensemble des documents composant le marché.

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « Candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2)
- « Offre technique et financière » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.3)

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE. Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : **ZIP, DOC, XLS, PDF,**

**Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage**

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des documents constituant l'offre.

**ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

En application des articles R.2132-7 du Code de la commande publique, les candidats sont invités à répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

Hors dépôt de la copie de sauvegarde, la transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble

des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/footer/diagnostic-poste>

Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

La signature électronique se fait de façon individuelle pour chaque formulaire/pièce constitutives de la candidature et de l'offre. En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Il est donc rappelé aux candidats de prévoir un temps de transmission nécessaire pour éviter toute incapacité à télétransmettre dans les délais.

**Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.**

→ **Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde de leur candidature et offres, après s'être assuré de sa lisibilité, sur le support de leur choix (de préférence sur clé USB)

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« COPIE DE SAUVEGARDE »  
N° et objet de la consultation  
Nom du candidat  
Ne pas ouvrir**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique (clé USB de préférence), doit faire parvenir cette copie, dans les mêmes délais impartis pour la remise des candidatures et des offres (indiqué à la page de garde), par :

- Par voie postale en RAR ou par un dépôt sur place à l'adresse suivante :

**HÔPITAL Bicêtre  
Service des Marches Publics  
Bâtiment Marine, Porte 105  
Cour de Sibérie  
78 rue du Général LECLERC  
94270 Le Kremlin Bicêtre**

## **ARTICLE 5. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **5.1 - Jugement des candidatures**

Les candidatures seront jugées en fonction des articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande publique et des critères suivants :

**Garanties et capacités techniques et financières  
Capacités professionnelles**

### **5.2 - Critères de jugement des offres**

Les critères de jugement des offres ci-dessous sont applicables pour les deux lots :

<b>Critère A : Valeur technique sur 50%</b>	<b>Note</b>
A1. Qualité et pertinence des moyens humains (nombre, compétences, expériences, certification nominatives de formation des intervenants vis-à-vis du système de câblage) et matériel mis en œuvre pour la réalisation du projet	25%
A2. Qualité et pertinence de la méthodologie et des spécificités de l'organisation pour la prise en compte des interventions en milieu hospitaliers	10%
A.3 Le certificat constructeur de l'entreprise et la garantie vis-à-vis du système de câblage proposé dans son offre	5%

A5. Qualité et pertinence des produits mis en œuvre au regard des fiches techniques présentées	5%
A6. Qualité et pertinence des mesures environnementales proposées pour l'exécution des prestations du marché	5%
<b>Critère B : Valeur économique sur 50%</b>	
B.1 Analyse du prix global et forfaitaire conformément aux stipulations ci-dessous	40
B.2 Analyse des prix unitaires conformément aux stipulations ci-dessous	10

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

**Analyse du critère B Valeur économique :**

L'analyse du sous-critère B.1 : Analyse du Prix global et forfaitaire se fera de la façon suivante :

Le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS HT dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaires (DPGF).

**Note = (montant le plus bas/montant de l'offre analysée) x 10**

L'analyse du sous-critère B.2 : Analyse des prix unitaires se fera de la façon suivante :

Le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS HT dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaires (DPGF).

**Note = (montant le plus bas/montant de l'offre analysée) x 40**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

**La valeur technique** sera jugée la base des critères ci-dessus à partir des éléments présentés par le candidat dans son offre et demandés à l'article 3.3 du règlement de la consultation (RC).

**5.3 - Régularisation des offres**

Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation, à l'exception des cas suivants :

- Absence du mémoire technique ;
- Absence de proposition financière.

Si les documents demandés ne sont pas transmis, ou après l'expiration du délai accordé pour le faire, les offres seront considérées comme écartées de l'analyse. Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

**5.5 - Offres anormalement basses**

Préalablement à l'analyse, si une offre est suspectée d'être anormalement basse, des demandes de précisions seront adressées aux soumissionnaires.

Si les justifications apportées ne sont pas de nature à justifier le montant présumé anormalement bas de l'offre, cette dernière sera éliminée de l'analyse.

### **5.6 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations obligatoirement produits par l'attributaire pressenti conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le candidat est informé que le mémoire technique est un document contractuel du marché et qu'il s'engage sur les moyens, matériaux et modes opératoires qu'il aura défini dans ce mémoire technique.

Le non-respect des termes du mémoire technique lors de l'exécution du marché expose le titulaire du marché à une résiliation pour faute.

### **5.7 - Pièces complémentaires à fournir par l'attributaire pressenti**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit, dans un délai de huit (08) jours calendaires à compter de l'envoi du courrier d'attribution, les pièces demandées dans ce même courrier.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **6.1 - Demande de renseignements**

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès de la maîtrise d'ouvrage tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre.

À cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **à la date limite figurant en page de garde du présent règlement de la consultation (RC)**, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard **à la date limite figurant en page de garde du présent règlement de la consultation (RC)**, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses du GHU Paris- Saclay seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

### **6.2 - Voies et délais de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Melun**  
43 Rue du Général de Gaulle  
77000 Melun

Concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : avant la signature du marché (article L.551-1 et du Code de Justice Administrative).

- Référé suspension : avant la signature du marché (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).
- Référé contractuel : dans un délai 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat ; dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L.551-13 du Code de Justice Administrative).
- Recours en contestation de la validité du contrat : dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une in de référé- suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).

Une fois exécutoire, le marché peut être consulté par toute personne qui en fait la demande expresse, auprès du pouvoir adjudicateur (dans les limites fixées par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative notamment à la communication des documents administratifs).